

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 67 - FIN MARS 2026



# SOMMAIRE

---

**3**

## **EUROPE**

*par Mathilde DEBUF et Lino TONI  
- correction par Lino TONI*

---

**5**

## **MOYEN ORIENT**

*par William BERTHOLIER et Lino TONI  
- correction par Lino TONI*

---

**7**

## **AFRIQUE**

*par Ulrich KOMECHOU*

---

**9**

## **ASIE**

*par Léa BRAVO-BLANCHET et Lino TONI  
- correction par Lino TONI*

---

**11**

## **AMÉRIQUES**

*par Maylis BARON*

---

**13**

## **ARMEMENT**

*par Célian NGUYEN-TUONG PORTAZ*

---

## **RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION**

*Lino TONI*

## **MISE EN PAGE**

*Mathilde DEBUF, Ulrich KOMECHOU, Léa BRAVO-BLANCHET,  
Maylis BARON, Célian NGUYEN-TUONG PORTAZ et Lino TONI.*

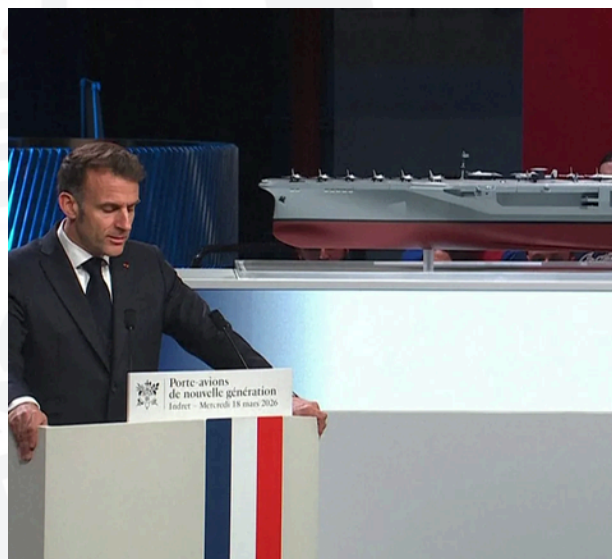
# EUROPE

## FRANCE : LE FUTUR BÂTIMENT AMIRAL DE LA MARINE NATIONALE

La France s'apprête à tourner une page importante de son histoire militaire. Destiné à remplacer le porte-avions Charles-de-Gaulle, en service depuis mai 2001, le futur bâtiment amiral de la Marine nationale portera le nom de France Libre. Annoncé par le président de la République le 18 mars dernier, ce navire incarne un symbole politique fort pour les décennies à venir. Il a été baptisé France Libre en référence directe au mouvement de résistance créé par le général de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale. Par ce choix, Emmanuel Macron a voulu rendre hommage aux Français qui ont refusé la défaite de 1940 et se sont engagés pour défendre l'indépendance du pays.

Depuis plus de vingt ans, le Charles-de-Gaulle est au cœur de la capacité de projection militaire française. Grâce à lui, la France peut déployer des avions de combat partout dans le monde sans dépendre de bases étrangères. Cependant, l'usure du navire et l'évolution rapide des technologies militaires rendent nécessaire son remplacement. La mise en service devrait arriver à l'horizon 2038 et le projet devrait faire travailler 800 entreprises en France.

Le France Libre sera le plus grand navire militaire jamais construit par la France. Sa longueur devrait atteindre 310 mètres et un poids presque doublé par rapport à son prédécesseur. Cette augmentation de taille n'est pas uniquement symbolique. Les avions de combat modernes sont plus lourds, plus rapides et nécessitent ces infrastructures plus performantes. Propulsé par deux réacteurs nucléaires, le navire bénéficiera d'une autonomie exceptionnelle, lui permettant de rester en mer durant de longues périodes sans ravitaillement en carburant.



Le futur bâtiment accueillera non seulement les Rafale Marine actuellement en service, mais aussi les avions issus du programme européen de combat aérien du futur. De plus, l'intégration croissante de drones constitue une évolution majeure. Le lancement de ce programme intervient dans un contexte international marqué par le retour des rivalités : guerre au Moyen-Orient, en Ukraine, invasions américaines. Dans ce cadre, disposer d'un porte-avions permet à un État d'agir rapidement, sans dépendre d'alliés ou d'autorisations territoriales. La France reste aujourd'hui le seul pays de l'Union européenne doté d'un porte-avions à propulsion nucléaire. Le France Libre doit donc aussi contribuer au rôle de la défense européenne, capable d'assurer des missions de dissuasion, de protection et de projection maritime

*Mathilde DEBUF*

## HONGRIE : L'UE RETIENT SON SOUFFLE FACE AUX ÉLECTIONS

Alors que les Hongrois auront la possibilité de choisir leur avenir par les urnes le 12 avril prochain, lors des élections législatives, l'Union européenne compte bien sur un changement de gouvernement pour obtenir un vote favorable pour dédier un prêt à l'Ukraine.

Effectivement, depuis son retour au pouvoir en 2010, il s'agit de la première fois que Viktor Orbán se retrouve dans une position inconfortable à quelques jours des scrutins. La chute de l'actuel Premier ministre pourrait engendrer des conséquences marquantes sur la scène européenne, notamment en raison de son influence sur les nationalistes européens et sur l'aide apportée à l'Ukraine.



Les dirigeants des pays membres de l'Union européenne n'ont pas réussi à convaincre le Viktor Orbán à dissocier son droit de veto sur le blocage des 90 milliards d'euros d'aide dédiée à l'Ukraine. Le Premier ministre hongrois accuse Kiev de jouer à un jeu « existentiel » avec les Hongrois en raison du fait que l'oléoduc Droujba n'est pas réouvert.

Bien que Volodymyr Zelensky ait accepté une inspection externe de l'oléoduc, le montant de l'aide financière qui pourrait être fourni reste encore imprécisé. Viktor Orbán, de son côté, affirme qu'il est opérationnel mais que le président ukrainien le bloque afin d'influencer les prochaines élections législatives en Hongrie.

Cependant, compte tenu de la situation actuelle au Moyen-Orient et de la volatilité du marché de l'énergie, la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen ont affirmé que réparer l'oléoduc de Droujba est devenu plus important. Ursula von der Leyen déclare espérer « que l'aide de l'UE permettra de surmonter le blocage actuel et d'assurer la réparation de l'oléoduc ». De fait, l'Union européenne retient son souffle face aux élections législatives hongroises car elles pourraient marquer un tournant majeur dans l'avancée de l'aide apportée à l'Ukraine.

*Lino TONI*

# MOYEN-ORIENT

## DÉTROIT D'ORMUZ : COMMENT UN PASSAGE STRATÉGIQUE CRISTALLISE LES TENSIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LES PAYS OCCIDENTAUX

La situation dans le détroit d'Ormuz était au cœur d'une réunion de crise de deux jours convoquée mercredi à Londres par l'Organisation maritime internationale. Selon cet organe de l'ONU chargé de la sécurité en mer, 20 000 marins y restent bloqués sur 3 200 navires, à cause de la guerre au Moyen-Orient. Mais l'essentiel n'est pas là. En effet, la fermeture du détroit d'Ormuz à la quasi totalité du trafic commercial paralyse les exportations de pétrole et de gaz naturel liquéfié des monarchies du Golfe, d'où sortent 20% des flux mondiaux, les attaques se sont multipliées contre des sites de production, laissant craindre un impact beaucoup plus lourd et durable.

Le dimanche 15 mars, le président Donald Trump s'était d'ailleurs adressé à ses alliés européens et asiatiques, leur demandant de venir l'aider à rétablir la circulation maritime, assurant qu'il "est tout à fait normal que les pays qui tirent profit de ce détroit contribuent à faire en sorte qu'aucun incident ne s'y produise". Le président américain est allé jusqu'à une mise en garde sur l'avenir de l'OTAN.

Aucun État n'avait alors annoncé se joindre à Washington. C'était même plutôt l'inverse qui s'était produit.

Le 19 mars cependant, les dirigeants de six pays (Allemagne, France, Italie, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni), ont publié une déclaration conjointe sur l'impact de la guerre dans le golfe Arabo-persique quant aux flux maritimes et énergétiques. Ils se sont accordés à condamner les frappes contre des navires de commerce, appelant à un moratoire sur les attaques d'installations civiles et enjoignant l'Iran à cesser de bloquer le détroit d'Ormuz, se disant prêts à contribuer à la sécurité de ce passage stratégique entre le Golfe Arabo-persique et l'océan Indien. La déclaration ne fournit aucun détail sur la manière dont ils pourraient garantir la sécurité de la navigation dans le détroit, ni sur l'ampleur des ressources que les six pays seraient prêts à engager. Ils assurent néanmoins que la sécurisation du détroit ne serait possible qu'après l'apaisement du conflit.

Les tensions ne semblent pas prêtes à diminuer, puisque selon les analystes, le détroit fonctionne désormais de manière sélective, certains navires étant autorisés à passer, tandis que d'autres sont exposés à des risques plus élevés.

Au moins 20 navires ont été attaqués dans la région depuis le début du conflit. L'Iran a averti qu'il pourrait prendre pour cible les navires qui tentent de traverser le détroit si les attaques contre son territoire se poursuivaient.

Cette situation n'est pas sans rappeler celle du Groenland au début d'année. Trump affirmait alors que les Européens n'étaient pas capables d'assurer la sécurité du Groenland. Le désaccord s'était dilué après une réponse ferme de ces derniers. Difficile de croire que cela se passera de la même manière pour le détroit.

*William BERTHOLIER*

# MOYEN-ORIENT

## LIBAN-ISRAËL : TSAHAL SOUHAITE CONTRÔLER LE SUD-LIBAN

Depuis la reprise des combats entre Israël et le Hezbollah, groupe armé chiite libanais, plus d'un million de Libanais ont dû fuir leur lieu de vie. Alors que le Hezbollah ne cesse d'attaquer Israël de l'autre côté de la frontière, Tsaahal souhaite « créer une zone tampon » en contrôlant le Sud-Liban.

Si l'objectif de Tsaahal est d'« éloigner la menace » que représente le Hezbollah à leur égard, la population est de nouveau déplacée, les villages sont anéantis bien que l'armée israélienne annonce des attaques « ciblées et limitées », celle-ci intensifie délibérément son offensive au Sud-Liban. Le risque est une invasion imminente, suivie d'une annexion du territoire méridional libanais.

En effet, les mots employés ne sont pas des murmures entre dirigeants israéliens mais de véritables propositions puisque l'État-major israélien prétend vouloir remonter à 30 kilomètres de la frontière jusqu'au fleuve Litani.



Sur place, l'intervention de Tsaahal se traduit par plus de 1100 civils tués dans les déplacements et les bombardements permanents. Les ONG Human Rights Watch et Amnesty International évoquent des crimes de guerre. L'intervention est également marquée par une catastrophe environnementale puisque Tsaahal utilise du phosphore blanc et du glyphosate, des matières inflammables et désertifiant les sols.

Sur le plan international, l'ONU est en position de faiblesse puisque depuis 1978 la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est présente au Sud-Liban, sans pouvoir agir pour la protection du territoire. L'objectif de cette mission de l'ONU est de vérifier le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban, événement officialisé 22 ans après la création de la mission, soit en 2000 mais, désormais prise pour cible lors des combats, au cœur du territoire libanais menacé d'annexion, la FINUL se révèle être tombée en désuétude.

Le président français Emmanuel Macron a demandé la convocation d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité au début du mois de mars en appelant le Hezbollah à cesser ses opérations et à Israël de s'abstenir de toute intervention terrestre au Liban.

L'État libanais, mené par son président Joseph Aoun, affirme que les négociations sont « à l'ordre du jour » et que le Liban reste « prêt à entrer dans des négociations avec Israël pour mettre fin à cette guerre ». Alors que le Liban se montre collaboratif envers Israël pour empêcher l'annexion, sa relation à l'égard du tandem chiite se dégrade. L'ambassadeur iranien au Liban a été déclaré persona non grata et cet événement pourrait changer le cours de cette guerre.

*Lino TONI*

## LE CHEF MILITAIRE DE MADAGASCAR DISSOUT LE GOUVERNEMENT

Le chef de la transition malgache, le colonel Michaël Randrianirina, a annoncé lundi 9 mars 2026 la dissolution du gouvernement et le limogeage du Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo, moins de cinq mois après sa nomination. Cette décision marque une rupture significative dans la trajectoire politique de la transition, alors que le pays semblait engagé dans un calendrier formel présenté à la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) seulement dix jours plus tôt. La présidence de la transition n'a fourni aucune justification officielle au limogeage, laissant planer des incertitudes sur les motifs de cette décision.

Cette annonce a surpris l'opinion publique et les acteurs politiques, d'autant plus que certains ministres participaient encore à des cérémonies officielles au moment du communiqué. La nomination du gouvernement fin octobre 2025 avait déjà suscité des interrogations, en raison de la présence de nombreuses figures traditionnelles de la scène politique malgache, perçues comme éloignées des aspirations à un renouvellement politique radical portées par la jeunesse lors des manifestations de l'année précédente.

La dissolution intervient dans un contexte de pressions sociales et institutionnelles croissantes. En effet, le mouvement de la Génération Z, réuni au sein de l'alliance VATO, avait réclamé la dissolution de la Haute Cour constitutionnelle, de la Commission électorale nationale indépendante et de l'Assemblée nationale, fixant un ultimatum de 72 heures. L'annonce de la dissolution gouvernementale a été faite avant l'expiration de ce délai, renforçant les interrogations sur les liens possibles entre ces revendications populaires et la décision du chef de la transition.



Cette décision illustre les tensions persistantes entre l'appareil politique traditionnel et les forces sociales revendiquant un changement profond. Elle pose également des questions sur la stabilité de la transition, la crédibilité du calendrier présenté à la SADC et la capacité des institutions malgaches à répondre aux attentes de la population, notamment des jeunes, tout en maintenant un cadre institutionnel.

*Ulrich KOMECHOU*

# AFRIQUE

## ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AU BÉNIN 2026

La Commission électorale nationale autonome (CENA) du Bénin a annoncé que 7 897 287 électeurs sont appelés à voter lors du scrutin présidentiel prévu le 12 avril 2026, pour départager deux binômes déjà en campagne. Ce chiffre représente une hausse par rapport à janvier 2026, où le corps électoral s'élevait à 7 834 608 électeurs, reflétant les inscriptions intervenues avant la clôture du fichier électoral. Le nombre de postes de vote a également été porté de 17 350 à 17 462, afin de faciliter l'accès au vote.

Romuald Wadagni, candidat soutenu par la majorité parlementaire et présidentielle, a été officiellement désigné comme le représentant de l'Union progressiste – le renouveau (UP-R). « Il est le candidat de chacun de nous. Il est mon candidat », a déclaré Joseph Djogbenou, président de l'UP-R et initialement pressenti pour concourir lui-même à la présidentielle.



Romuald Wadagni, formé en France et aux États-Unis, possède un parcours marqué par la technicité économique et la gouvernance financière. Ancien cadre du cabinet d'audit et de conseil Deloitte, il a été nommé ministre de l'Économie dès 2016. Sous son mandat, le Bénin a enregistré une croissance soutenue, régulièrement supérieure à 6%. Partisan de la rigueur budgétaire et défenseur d'une restructuration de la dette africaine plutôt que de son annulation pendant la crise Covid, Wadagni a consolidé sa réputation auprès des investisseurs internationaux.

Cette élection s'inscrit dans un contexte de stabilité économique relative et de consolidation des institutions démocratiques. Le scrutin pourrait confirmer le soutien populaire à la majorité présidentielle et à ses orientations économiques, tout en constituant un test pour la mobilisation électorale et la capacité du Bénin à maintenir son attractivité financière face aux défis régionaux et internationaux.

*Ulrich KOMECHOU*

## UN ACCORD STRATÉGIQUE FACE À PÉKIN

Dans un contexte régional marqué par une montée des tensions en mer de Chine méridionale, la France et les Philippines ont signé, à Paris les 26 et 27 mars 2026, un « accord de statut des forces en visite », premier du genre entre l'archipel et un État européen. Cet accord, encore en attente de ratification par les assemblées des deux pays, constitue une étape supplémentaire dans le renforcement progressif des relations de défense entre Paris et Manille, amorcé notamment par un premier cadre de coopération établi en 2016.

Sur le plan concret, le texte vise à encadrer et faciliter la présence de troupes sur les territoires respectifs, en permettant la tenue d'exercices militaires conjoints et en élargissant le spectre des activités de coopération entre les forces armées des deux pays. Il sert ainsi de base juridique à une intensification des interactions militaires, déjà amorcées ces dernières années. La marine française a en effet participé à plusieurs exercices conjoints en mer de Chine méridionale aux côtés de forces philippines et américaines, tandis que le porte-avions Charles de Gaulle a effectué une escale à Subic Bay en février 2025, illustrant concrètement ce rapprochement stratégique.

Cet accord s'inscrit toutefois dans une dynamique plus large du côté philippin. Depuis deux ans, Manille a multiplié les partenariats militaires avec plusieurs alliés, notamment le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande, mais aussi les États-Unis et l'Australie. Cette stratégie d'alliances successives répond à une volonté claire de renforcer ses capacités de défense face aux revendications territoriales de la Chine en mer de Chine méridionale. Pékin revendique en effet la quasi-totalité de cette zone maritime stratégique, malgré la décision rendue en 2016 par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, qui a jugé ces prétentions dénuées de fondement juridique.

La signature de l'accord franco-philippin intervient d'ailleurs dans un climat particulièrement tendu. Quelques heures avant sa conclusion, l'armée philippine accusait la Chine de mener des « manœuvres dangereuses » dans les eaux disputées, illustrant la persistance d'incidents en mer. Ces tensions se traduisent notamment par des incursions répétées autour d'îles contestées et par une militarisation progressive de la zone.

Dans ce contexte, les exercices militaires conjoints prennent une dimension stratégique qui dépasse le simple entraînement opérationnel : ils participent à une logique de dissuasion et de démonstration de présence face à la Chine. Certains de ces exercices ont mobilisé des effectifs importants, atteignant plusieurs milliers de soldats, notamment lors de manœuvres impliquant les forces américaines et philippines.

Enfin, cette évolution souligne les limites du cadre multilatéral. Malgré les appels au respect du droit international, l'Organisation des Nations unies peine à s'imposer comme un acteur capable de réguler efficacement les tensions, en raison notamment du rôle de la Chine au sein du Conseil de sécurité. Dans ce contexte, les accords bilatéraux et les partenariats militaires apparaissent comme les principaux leviers mobilisés par les États de la région pour répondre aux enjeux sécuritaires.

*Léa BRAVO-BLANCHET*

## CORÉE DU NORD : DE LA NOUVEAUTÉ POUR LES MISSILES BALISTIQUES INTERCONTINENTAUX

Le développement de l'arsenal stratégique nord-coréen s'est révélé renforcé lorsqu'en octobre 2025, l'armée nord-coréenne a dévoilé au monde son nouveau missile Hwasong-20. Fin mars 2026 représentait une occasion pour mettre en pratique ce développement et essayer un nouveau moteur de missile à combustible solide.

L'objectif de la Corée du Nord est clair selon l'analyste Hong Min de l'Institut sud-coréen pour la réunification nationale : se doter de missiles capables d'atteindre des cibles partout dans le monde.

De son côté, Kim Jong Un prétend que les capacités de défense de la Corée du Nord sont entrées « dans une phase importante de changement » relève Le Parisien. Toutefois, l'État nord-coréen reste concerné par de lourdes sanctions des Nations Unies. La justification du développement de l'arsenal stratégique se traduit par les menaces pesant sur la Corée du Nord. En effet, Pyongyang affirme qu'il est objet de menaces de la part des Etats-Unis et de leurs alliés, notamment leur voisin méridional : la Corée du Sud.

L'essai du nouveau moteur à combustible solide marque la détermination de Pyongyang à attendre ses objectifs. La Corée du Nord souhaite moderniser ses moyens de frappe stratégiques et ce moteur est voué à être équipé aux missiles Hwasong-20, capable de parcourir 15 000 kilomètres. De fait, disposer de moteur à propergol solide signifie se doter d'un haut pouvoir propulsif et accélérer la procédure de lancement.

Plus largement cet essai du nouveau moteur de missile à combustible solide s'inscrit dans la continuité de la visite d'Alexandre Loukachenko, président de la République de Biélorussie. En effet, les deux dirigeants d'État alliés à Moscou ont signé un « traité d'amitié et de coopération », jeudi 26 mars, et selon eux, ce traité « expose clairement et ouvertement les objectifs, les principes de notre coopération, définit le cadre institutionnel des futurs processus mutuellement bénéfiques ».

La Corée du Nord continue de faire peser sa puissance de frappe par le biais de son arsenal stratégique. Ses nouveaux missiles peuvent parcourir de longues distances et seront désormais dotés de capacités de propulsion avancée. Si les tensions avec les alliés des Etats-Unis s'enveniment, le cas de la Corée du Nord pourrait devenir une préoccupation majeure en Asie orientale.

*Lino TONI*

# AMÉRIQUES

## LE PARAGUAY « LIVRÉ SUR UN PLATEAU » : L'ACCORD MILITAIRE AVEC WASHINGTON

Le 10 mars, le Parlement paraguayen a ratifié un accord de coopération militaire (SOFA) avec les États-Unis, initialement signé à Washington en décembre 2025. Adopté par 53 voix contre huit, ce texte encadre la présence temporaire de troupes et de personnel civil du département de la Défense américain. Pour le gouvernement de Santiago Peña, ce partenariat vise à muscler la lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme, bien que le ministre des Affaires étrangères ait précisé à *AP News* qu'aucune base militaire permanente ne serait installée.

L'accord suscite néanmoins une vive controverse technique et politique. Selon *Telesur*, il octroie au personnel américain une immunité juridique quasi diplomatique, des exemptions fiscales sur le matériel militaire et une juridiction pénale réservée aux États-Unis. L'opposition y voit une aliénation de la souveraineté. Le député Adrián Vaesken, cité par *ABC Color*, dénonce un pays « livré sur un plateau », s'inquiétant d'un accès privilégié des États-Unis aux ressources naturelles stratégiques, comme l'aquifère Guarani.

Sur le plan de la défense régionale, ce pivot renforce l'influence de l'administration Trump dans une zone charnière entre le Brésil et l'Argentine. D'après *Courrier International*, ce rapprochement inquiète Brasília. Le portail *ICL Notícias* rapporte que les observateurs brésiliens redoutent une « militarisation du continent ». Le gouvernement de Lula da Silva craint notamment que la qualification de « groupes terroristes » pour les gangs de narcotrafiquants (PCC et Comando Vermelho), encouragée par Washington, ne serve de base légale à des interventions militaires américaines transfrontalières, comme l'évoque le site *G1*.

Enfin, la contestation interne prend une dimension historique et symbolique. Les critiques parlementaires ont comparé les signataires aux « légionnaires » ayant collaboré avec l'étranger durant la guerre de la Triple Alliance. Pour l'organisation *Peace and Justice Service (AP News)*, ce traité formalise une « géopolitique de l'impunité ». Malgré ces tensions, le Parti du Colorado maintient que cette coopération est le prix de la sécurité face à des menaces criminelles que l'État ne peut plus contenir seul.



Maylis BARON

# AMÉRIQUES

## USA : LE CHAOS TACTIQUE À NATANZ

L'escalade militaire au Moyen-Orient a franchi un seuil critique le samedi 21 mars 2026, avec le bombardement conjoint par les États-Unis et Israël du complexe de Natanz, principal centre d'enrichissement d'uranium en Iran. Selon l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OEAI), l'attaque a visé des installations stratégiques situées à 220 kilomètres au sud de Téhéran. Bien que le site ait déjà subi des dommages lors de la « guerre des douze jours » en juin 2025, cette nouvelle offensive directe soulève des inquiétudes majeures quant à la sécurité nucléaire régionale. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé sur le réseau X avoir été informée de la frappe, tout en précisant qu'aucune hausse de la radioactivité n'a été détectée à l'extérieur du site.

Sur le plan diplomatique, cette opération suscite de vives condamnations. Moscou, par la voix de Maria Zakharova, a qualifié ces frappes d'« irresponsables », affirmant qu'elles visent à « saper la paix et la sécurité dans la région ». Cette offensive aérienne intervient dans un contexte de confusion stratégique à Washington. Alors que Donald Trump affirmait récemment vouloir réduire « graduellement » l'implication américaine, des milliers de militaires ont été déployés simultanément vers le théâtre d'opérations. Cette ambivalence est renforcée par la décision paradoxale de l'administration Trump de lever temporairement les sanctions sur 140 millions de barils de pétrole iranien, une mesure perçue comme une « bouée de sauvetage » tendue à l'économie de guerre de Téhéran.

Le centre de gravité du conflit se déplace désormais vers le détroit d'Ormuz. En réponse au blocage de cette voie maritime vitale pour le commerce mondial, le président américain a lancé un ultimatum de 48 heures aux autorités iraniennes, menaçant d'« anéantir » les centrales électriques du pays si le passage n'est pas rouvert. Toutefois, l'Iran maintient sa position de fermeté, affirmant que le détroit reste ouvert à tous, « sauf aux États-Unis et à ses alliés ». Téhéran a d'ailleurs étendu ses menaces aux infrastructures énergétiques et aux usines de dessalement américano-israéliennes dans la région, après avoir tenté une frappe infructueuse contre la base de Diego Garcia dans l'océan Indien.



Pour de nombreux observateurs internationaux, cette séquence marque ce que le quotidien espagnol *El País* qualifie de « suicide géopolitique des États-Unis ». L'incohérence entre les menaces d'annihilation et les concessions économiques fragiliserait l'ordre international et les alliances traditionnelles de Washington. Cette « stratégie confuse », pointée par *The Sunday Times*, laisse entrevoir un risque d'embrasement total où la supériorité technique américaine se heurte à une guerre d'usure asymétrique et à une érosion accélérée du soft power occidental au Moyen-Orient.

Maylis BARON

# ARMEMENT

## LA GUERRE DES STOCKS : UNE CONTRAINTE DÉCISIVE DANS LE CONFLIT AVEC L'IRAN

Le conflit opposant les États-Unis et leurs alliés à l'Iran met en évidence une transformation majeure de la guerre moderne : la dépendance aux stocks de munitions. Dès les premiers jours des opérations, l'intensité des frappes a révélé une consommation exceptionnelle d'armements. En seulement 96 heures, plus de 5 000 munitions ont été tirées par les forces américaines, soit environ 1 300 par jour, pour un coût estimé entre 10 et 16 milliards de dollars. Cette cadence illustre la difficulté à soutenir une guerre prolongée avec des arsenaux limités.

Face à cette puissance de feu, l'Iran adopte une stratégie asymétrique reposant sur la saturation. Depuis le début du conflit, Téhéran a lancé environ 571 missiles balistiques et plus de 1 300 drones, souvent utilisés en vagues successives pour submerger les défenses adverses. Cette approche s'appuie sur des armements à bas coût, capables d'épuiser progressivement les systèmes de défense occidentaux. Ce modèle rappelle l'efficacité des drones kamikazes déjà observée sur d'autres théâtres, combinant faible coût et production en masse.



Les stocks deviennent alors un enjeu central. L'Iran disposait initialement d'environ 2 000 missiles de moyenne portée et jusqu'à 8 000 missiles de courte portée, mais une part importante a déjà été consommée. Malgré cela, sa capacité de production reste élevée, estimée à une centaine de missiles par mois, lui permettant de maintenir la pression. À l'inverse, les États-Unis font face à des contraintes industrielles importantes : certains systèmes d'interception ne sont produits qu'à quelques unités par mois.

Cette asymétrie est également économique. Un drone iranien peut coûter 20 000 à 50 000 dollars, tandis qu'un missile intercepteur occidental vaut plusieurs millions. Ainsi, chaque interception peut représenter une perte financière significative, transformant le conflit en guerre d'usure économique. Conscients de cet enjeu, les États-Unis développent des alternatives moins coûteuses, comme le drone LUCAS, conçu pour être produit en série et déployé massivement.

Ainsi, la guerre des stocks redéfinit les équilibres militaires. Plus qu'un affrontement technologique, le conflit devient une compétition industrielle où la capacité à produire, renouveler et économiser les ressources pourrait déterminer l'issue des combats.

*Célian NGUYEN-TUONG PORTAZ*

# SOURCES

- **EUROPE**

- **France : le futur bâtiment amiral de la Marine nationale**

- France : le futur bâtiment amiral de la Marine nationale - [Le point, publié le 18/03/2026](#)
- 310 mètres de long, nombreuses pistes pour avions... Voici le "France libre", le futur porte-avions français - France Info, publié le 18/03/2026
- France Libre : préparer la puissance aéronavale des cinquante prochaines années - Ministère des Armées, publié le 19/03/2026

- **Hongrie : l'UE retient son souffle face aux élections**

- Valentin LEDROIT, Tout l'Europe : "Elections législatives en Hongrie : qu'indiquent les sondages ?", publié le 20/03/2026.
- Euroactiv : "L'UE parie sur l'élection hongroise pour débloquent le prêt de 90 milliards à l'Ukraine", publié le 20/03/2026.
- Jorge LIBOREIRO, Euronews : "L'Ukraine a accepté l'aide de l'Union européenne pour rouvrir l'oléoduc Droujba", publié le 17/03/2026.

- **MOYEN-ORIENT**

- **Détroit d'Ormuz : comment un passage stratégique cristallise les tensions entre les Etats-Unis et les pays occidentaux**

- Le Parisien, "Guerre au Moyen-Orient : six pays dont la France, se disent "prêts à contribuer" à sécuriser le détroit d'Ormuz", publié le 19/03/2026.
- Mohammed ELASHI, Euronews, "Détroit d'Ormuz : les contours encore flous de l'opération de sécurisation", publié le 20/03/2026.

- **Liban-Israël : Tsahal souhaite contrôler le Sud-Liban**

- Mathieu LAURENT, Radio France : "Israël au Liban, la stratégie du dépeuplement", publié le 27/03/2026.
- Sylviane ZEHIL, L'Orient-le-Jour : "Escalade au Liban : la France saisit le Conseil de sécurité et met en garde contre une nouvelle conflagration", publié le 10/03/2026.
- Emilie JEHANNO, 20 Minutes : "Guerre au Moyen-Orient : l'occupation du Sud-Liban par Israël se calque-t-elle sur celle de Gaza ?", publié le 28/03/2026.

# SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Le chef militaire de Madagascar dissout le gouvernement**

- Africa 24: Madagascar : Le Premier ministre et le gouvernement dissous. 10 mars 2026
- Media congo : Madagascar : la dissolution du gouvernement suscite espoirs et prudence. 11/03/2026

- **Élections présidentielles au Bénin 2026**

- Jeune Afrique : Présidentielle au Bénin : Romuald Wadagni sera le candidat de la majorité. 31 Aout 2025
- Jeune Afrique : Bénin – Romuald Wadagni : « Le président Talon est un homme de parole. Si je suis élu, il s'effacera . 23 mars 2026

- **ASIE**

- **Un accord stratégique face à Pékin**

- Time France : « La France signe un accord militaire avec les Philippines face aux « manœuvres dangereuses » chinoises », publié le 27/03/2026
- Le Parisien : « Manœuvres « dangereuses » de Pékin : les Philippines et la France signent un accord militaire historique », publié le 27/03/2026
- Le Figaro : « La France et les Philippines signent un accord pour renforcer leur coopération militaire », publié le 28/03/2026

- **Corée du Nord :de la nouveauté pour les missiles balistiques intercontinentaux**

- France 24 : “La Corée du Nord teste à nouveau un moteur de missile à haut pouvoir propulsif”, publié le 29/03/2026.
- Victor COUSIN, Le Parisien : “Un objectif majeur : Kim Jong Un se montre à côté d’un nouveau moteur pour les missiles balistiques Hwasong-20”, publié le 29/03/2026.
- Le Figaro : “Corée du Nord : Kim Jong-un assiste à un nouvel essai de moteur de missile à combustible solide”, publié le 29/03/2026.

# SOURCES

- **AMÉRIQUES**

- **Le Paraguay « livré sur un plateau » : l'accord militaire avec Washington**

- AP News : « Paraguay's Congress approves military cooperation agreement with US », 10 mars 2026
- Telesur : « Soberanía en juego: Congreso de Paraguay aprueba ingreso de tropas de EE.UU. », 10 mars 2026
- Courrier International : « Diplomatie. "Usez et abusez du Paraguay" : Asunción renforce sa coopération militaire avec Washington », 12 mars 2026

- **USA : Le chaos tactique à Natanz**

- Courrier International, « Récapitulatif. Guerre au Moyen-Orient : ce qu'il faut retenir de la journée du samedi 21 mars », 21 mars 2026.
- Courrier International, « Moyen-Orient. Les États-Unis et Israël bombardent le site nucléaire iranien de Natanz », 21 mars 2026.
- Courrier International, « Guerre. Alors que l'Iran fait monter la pression, Trump lance un ultimatum sur le détroit d'Ormuz », 21 mars 2026.
- El País, « El suicidio geopolítico de Estados Unidos » (Le suicide géopolitique des États-Unis), 22 mars 2026.

- **ARMEMENT**

- **La guerre des stocks : une contrainte décisive dans le conflit avec l'Iran**

- « Une guerre des stocks : le coût de plus en plus insoutenable en munitions du conflit en Iran », Chloé Hoorman et Elise Vincent, Le Monde, 21/03/2026.
- « Moyen-Orient : l'armée américaine face au défi d'une guerre prolongée avec l'Iran », Grégoire Sauvage, France 24, 20/03/2026.
- « Trump's Iran War Is Draining U.S. Weapons Stockpiles », Brian Bennett et Nik Popli, Time, 04/03/2026.
- « Iran conflict: Why weapons stockpiles are becoming critical », Jonathan Beale, BBC News, 04/03/2026.



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

